

Chapitre 5

Résultats des immigrés sur le marché du travail

L'exercice d'un emploi constitue la principale source de revenus des immigrés et, par conséquent, l'accès à l'emploi est un élément fondamental de leur intégration économique dans le pays d'accueil. Cela contribue aussi à favoriser (sans toutefois garantir) leur intégration dans la société dans son ensemble, par exemple en facilitant l'accès à des logements adaptés ou au système de santé. Le travail a également une valeur sociale, notamment vis-à-vis de sa propre famille, en particulier de ses enfants et aussi vis-à-vis de la société dans son ensemble.

Dans ce chapitre, trois indicateurs sont présentés: les taux d'emploi et d'activité (indicateur 5.1), les taux de chômage (indicateur 5.2) et un indicateur d'exclusion du marché du travail (chômage de longue durée et inactivité) (indicateur 5.3). Pour une discussion sur ces indicateurs et sur la disponibilité et la définition des données, se reporter à la section « Limites de la mesure » à la fin du chapitre.

Principaux résultats

- En 2012-13, deux immigrés sur trois âgés de 15 à 64 ans sont en emploi dans les pays de l'OCDE, soit une part un point de pourcentage supérieure à celle observée pour les personnes nées dans le pays. Trois quarts des hommes immigrés sont en emploi en moyenne, soit trois points de pourcentage de plus que leurs homologues nés dans le pays, tandis que les taux d'emploi des femmes immigrées et non immigrées (57 %) sont comparables.
- Dans les pays de l'Union européenne, les taux d'emploi des immigrés sont en moyenne plus faibles que dans les pays de l'OCDE non membres de l'UE, tant parmi les hommes (70 %) que parmi les femmes (54 %).
- Entre 2006-07 et 2012-13, la légère diminution du taux d'emploi des immigrés dans les pays de l'OCDE résulte d'une baisse de 4 points de pourcentage du taux observé pour les hommes et d'une stagnation chez les femmes.
- Dans les pays de l'Union européenne, l'écart entre les taux d'emploi des immigrés et des personnes nées dans le pays s'est légèrement creusé depuis la crise de 2007-08 tandis qu'il est resté stable dans les pays de l'OCDE non membres de l'UE.
- Les immigrés peu ou pas diplômés ont des taux d'emploi plus élevés que leurs homologues nés dans le pays dans la moitié des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, parfois même très largement supérieurs, comme aux États-Unis et au Luxembourg.
- Un bon niveau d'éducation accroît les chances de s'insérer sur le marché du travail. Mais les immigrés diplômés du supérieur rencontrent en moyenne plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail que leurs homologues nés dans le pays.
- En 2012-13, le taux de chômage des immigrés est de 11 % dans la zone OCDE et de 16 % dans l'Union européenne, soit respectivement 3 et 6 points de pourcentage de plus que celui des personnes nées dans le pays.
- Dans les pays de l'OCDE, l'écart entre les taux de chômage des immigrés et des non-immigrés s'est creusé de 1 point de pourcentage en moyenne entre 2007-08 et 2012-13, autant pour les hommes que pour les femmes. L'augmentation de l'écart entre immigrés et personnes nées dans le pays a été dans l'Union européenne de près de 2 points de pourcentage pour les hommes sur la même période. Plus la crise de 2007-08 a été forte (comme en Europe du Sud), plus l'écart entre le taux de chômage des immigrés et celui des personnes nées dans le pays s'est accru.
- Dans les pays de l'Union européenne, les immigrés inactifs souhaitent plus souvent travailler (situation d'inactivité subie) que leurs homologues nés dans le pays (21 % contre 16 %). Les écarts avec les personnes nées dans le pays sont légèrement plus faibles dans les pays de l'OCDE.

5.1. Emploi et activité

Informations de référence

Indicateur

Tous les indicateurs présentés dans cette section utilisent les définitions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les personnes en emploi sont les personnes ayant travaillé au moins une heure durant la semaine de référence ou qui étaient absentes de leur travail.

Le taux d'emploi est la part de la population en emploi parmi la population d'âge actif (15 à 64 ans). Le taux d'activité est la part de la population active (population en emploi ou au chômage) dans l'ensemble de la population d'âge actif (15 à 64 ans).

Les immigrés récents ont besoin de temps pour acquérir le capital humain nécessaire à une bonne insertion sur le marché du travail du pays d'accueil. Avec l'allongement de la durée de résidence, les résultats sur le marché du travail tendent à s'améliorer, donc à converger vers ceux des personnes nées dans le pays. En l'absence de données longitudinales, des analyses à partir de pseudo-cohortes sont présentées à la fin de cette section pour estimer l'effet de la durée de séjour. Autrement dit, au lieu de suivre au fil du temps des cohortes d'immigrés arrivés la même année, on observe, au fil des enquêtes, les résultats de différents échantillons aléatoires d'immigrés arrivés les mêmes années. Dans cette section, on compare les résultats, recueillis dans les enquêtes de 2007 et 2012, des immigrés déclarant être entrés au cours de la même période (de 2003 à 2007).

Champ

Population d'âge actif (15-64 ans). Pour les analyses à partir de pseudo-cohortes, les résultats des personnes âgées de 15 à 60 ans en 2007 sont comparés à ceux des 20-65 ans en 2012.

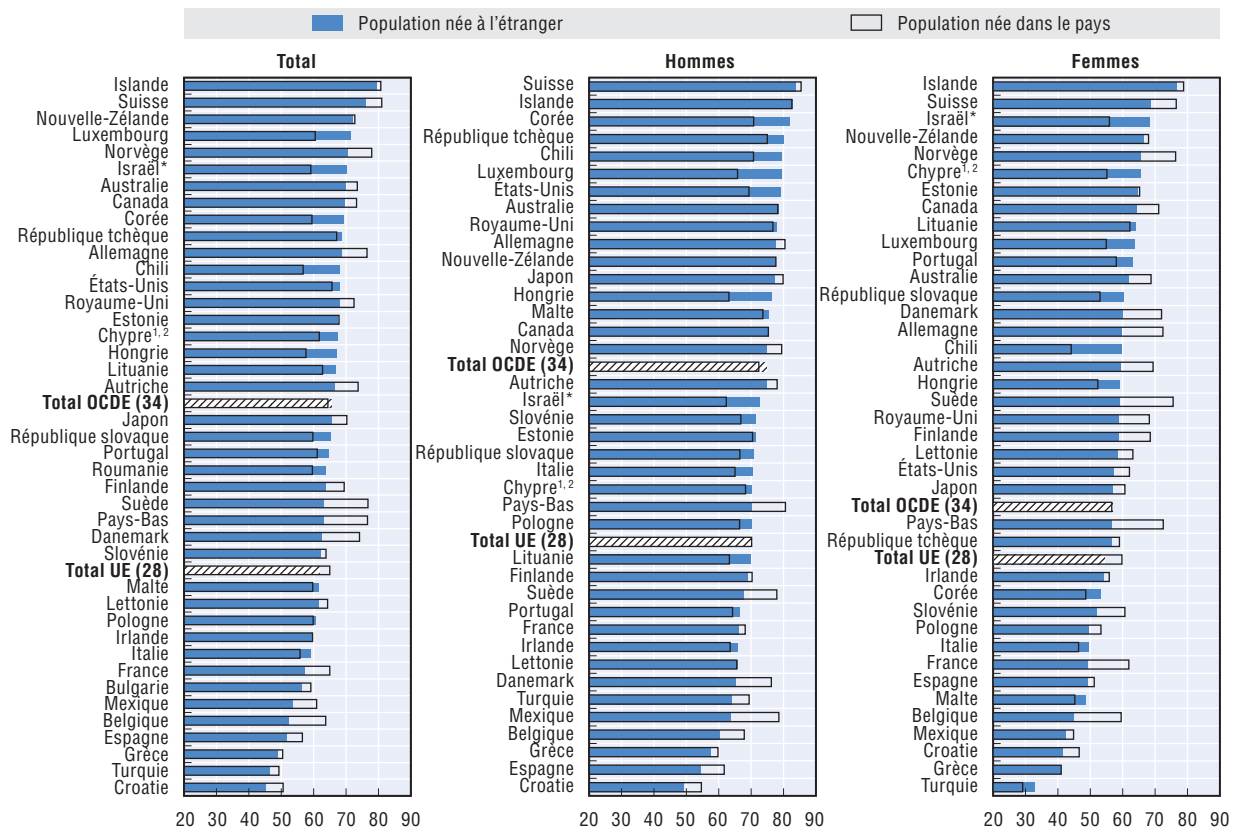
En moyenne, en 2012-13, dans les pays de l'OCDE, la part des immigrés d'âge actif en emploi est comparable à celle observée pour leurs homologues nés dans le pays. Ce taux dépasse 70 % dans les pays où l'immigration pour motif de travail est prédominante ainsi que dans ceux où la situation de l'emploi est favorable en comparaison internationale (pays d'installation, Luxembourg, Suisse) (graphique 5.1).

En revanche, dans les pays de l'Union européenne, les immigrés sont moins souvent en emploi que les personnes nées dans le pays (62 % contre 65 %), principalement du fait des femmes immigrées, dont le taux d'emploi (54 %) est en moyenne inférieur de plus de 5 points de pourcentage à celui de leurs homologues nées dans le pays (graphique 5.1). Les femmes immigrées sont nettement moins souvent en emploi que les non-immigrées dans les pays d'immigration ancienne de l'UE, où les écarts de taux d'emploi entre les deux groupes sont de plus de 10 points de pourcentage, notamment en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Suède. À l'inverse, au Chili, en Corée, en Hongrie, en Israël, en Italie et au Luxembourg, la situation des femmes immigrées vis-à-vis de l'emploi est plus favorable que celle de leurs homologues nées dans le pays. Dans ces pays ainsi qu'aux États-Unis, c'est aussi le cas des hommes immigrés vis-à-vis de leurs homologues nés dans le pays.

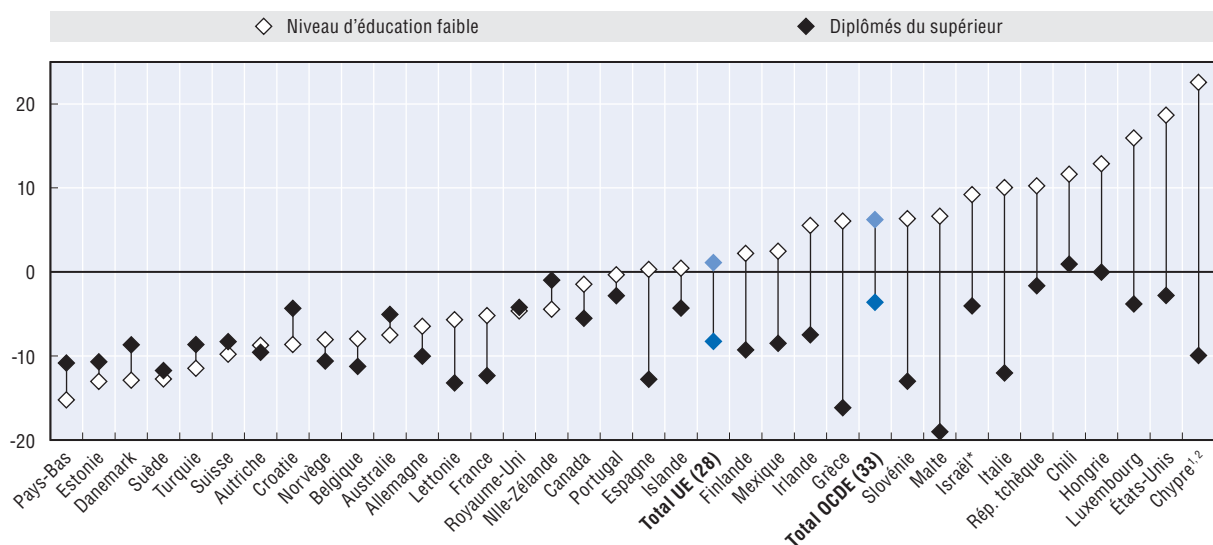
Dans tous les pays, le fait d'avoir un niveau d'éducation plus élevé facilite l'insertion sur le marché du travail, tant pour les immigrés que pour les non-immigrés. Pourtant, les immigrés diplômés du supérieur rencontrent plus de difficultés pour s'insérer sur le marché du travail que leurs homologues nés dans le pays (graphique 5.2). Cet écart est même supérieur à 10 points dans les pays d'Europe du Sud ainsi que dans d'autres pays de l'Union européenne d'immigration plus ancienne, tels la Belgique, la France, les Pays-Bas ou la Suède. Les difficultés rencontrées par les immigrés formés à l'étranger pour valoriser leurs diplômes sur le marché du travail sont une barrière à leur insertion professionnelle dans la majorité des pays. Ainsi, dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux d'emploi des immigrés diplômés du supérieur formés dans le pays d'accueil est de 10 points supérieur à celui de leurs homologues formés à l'étranger et est comparable en moyenne à celui des personnes nées dans le pays (graphique 5.A1.3).

Graphique 5.1. **Taux d'emploi selon le pays de naissance, par sexe, 2012-13**

Pourcentage de la population d'âge actif (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216553>Graphique 5.2. **Différence entre les taux d'emploi des populations née à l'étranger et née dans le pays, par niveau d'éducation, 2012-13 (personnes non scolarisées)**

Points de pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216588>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

La situation des immigrés ayant un faible niveau d'éducation est très différente. En moyenne, dans l'Union européenne, leurs taux d'emploi sont similaires à ceux de leurs homologues nés dans le pays, mais plus élevés dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Dans la moitié des pays de l'OCDE et de l'UE, ils ont plus de chances d'être en emploi, en particulier dans les pays ayant connu des arrivées récentes d'immigrés de travail peu ou pas diplômés. Aux États-Unis, le taux d'emploi des immigrés peu ou pas diplômés est ainsi supérieur de 18 points de pourcentage à celui de leurs homologues nés dans le pays. Des écarts très élevés sont aussi observés à Chypre^{1, 2} ou au Luxembourg. À l'inverse, en Estonie, aux Pays-Bas ainsi que dans les pays d'Europe du Nord, les immigrés rencontrent plus de difficultés que les non-immigrés, quel que soit le niveau d'éducation considéré.

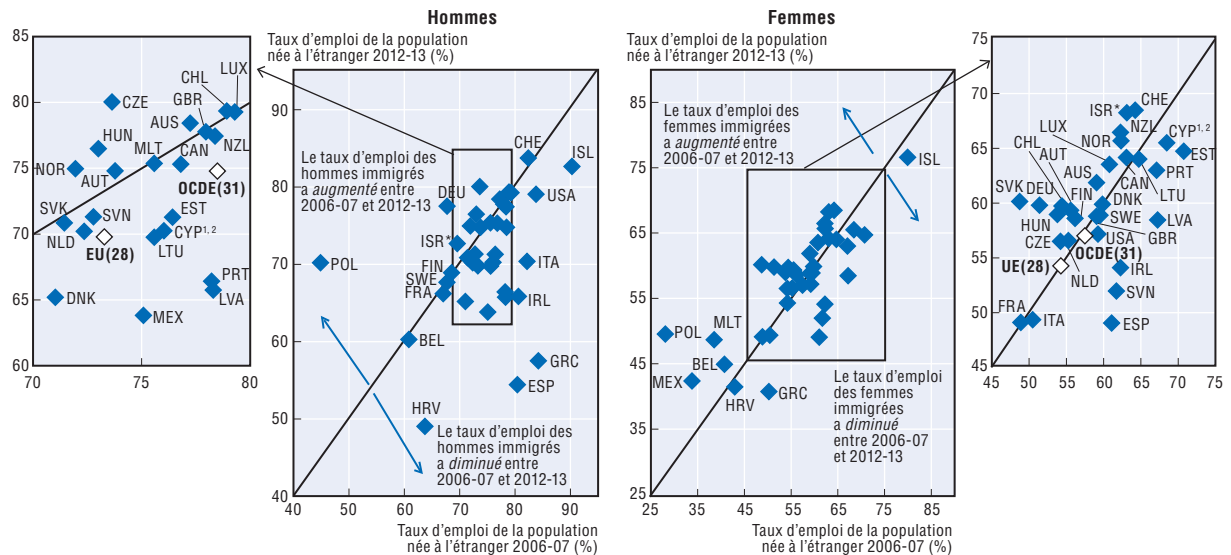
La composition par âge et celle par niveau de diplôme de la population d'âge actif sont deux éléments déterminants du taux d'emploi moyen. Les immigrés sont généralement surreprésentés aux âges très actifs et parmi les personnes peu ou pas diplômées. Par conséquent, les différences de leur taux d'emploi moyen avec celui des personnes nées dans le pays sont en partie imputables à ces différences de structure. Ainsi, dans l'Union européenne, si la population immigrée avait la même structure par âge et par niveau d'éducation que la population née dans le pays en 2012-13, le taux d'emploi moyen des femmes resterait constant et serait réduit de 2.5 points de pourcentage pour les hommes (graphique 5.A1.1).

Globalement, dans l'Union européenne, les taux d'emploi des immigrés demeurent inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays en 2012-13 et l'écart s'est très légèrement creusé depuis 2006-07. L'inverse est vrai en moyenne dans les pays de l'OCDE non membres de l'Union européenne (graphique 5.4). À l'instar de ces derniers pays, dans les pays européens qui ont connu une reprise économique au cours des dernières années (Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Suisse), l'écart entre les deux groupes s'est réduit même si les taux d'emploi des immigrés demeurent inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays. Les écarts déjà importants en 2006-07 se sont accrus en 2012-13 en Suède. Dans les pays d'Europe du Sud et les pays baltes les plus touchés par la crise (Espagne, Grèce, Lettonie), les taux d'emploi des immigrés, par rapport à la période précédant la crise, sont maintenant inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays. Dans les autres pays d'Europe du Sud et les autres pays baltes, le taux d'emploi des immigrés reste supérieur à celui des personnes nées dans le pays même si l'écart a diminué. Enfin, l'écart en faveur des immigrés s'est accru, notamment aux États-Unis et au Luxembourg.

Entre 2006-07 et 2012-13, la légère diminution du taux d'emploi des immigrés dans les pays de l'OCDE résulte d'une baisse de 4 points de pourcentage du taux observé pour les hommes et d'une stagnation chez les femmes. La même tendance est observée dans l'Union européenne (graphique 5.3). Ainsi, le taux d'emploi des femmes immigrées a plutôt bien résisté à la montée du chômage provoquée par la crise de 2007-08, sauf dans les pays les plus durement touchés (Espagne, Grèce, Irlande, Slovaquie) où le taux d'emploi des immigrées a chuté de 8 à 12 points de pourcentage sur la période. Mais dans une majorité de pays, leur taux d'emploi a continué à augmenter. C'est notamment le cas dans les économies européennes qui ont connu un regain économique au cours des années récentes, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que dans des pays où ce taux était particulièrement bas avant la crise (Belgique, Mexique, Pologne, Malte notamment). Les mêmes tendances sont généralement observées pour l'emploi des femmes nées dans le pays.

Graphique 5.3. **Taux d'emploi de la population née à l'étranger, âgée de 15 à 64 ans, selon le sexe, 2006-07 et 2012-13**

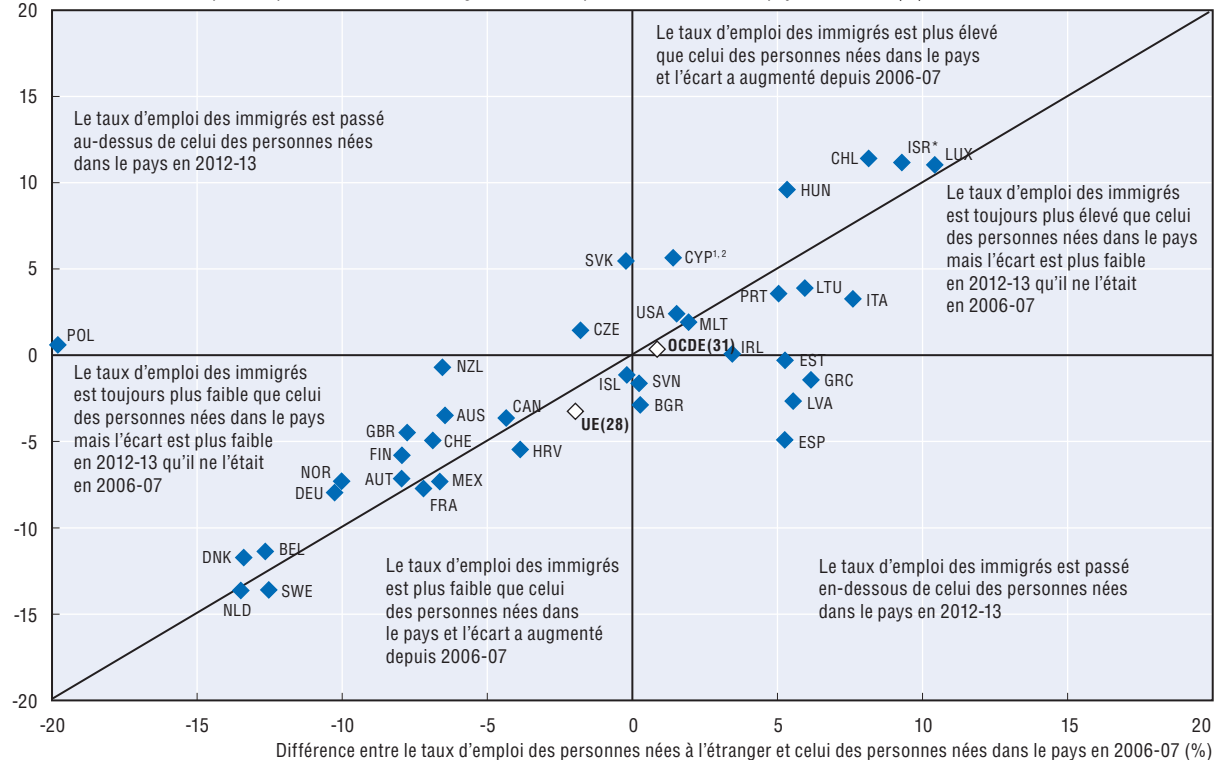
Pourcentage de la population active



Graphique 5.4. **Évolution des différences de taux d'emploi entre les immigrés et les personnes nées dans le pays entre 2006-07 et 2012-13**

Points de pourcentage

Différence entre le taux d'emploi des personnes nées à l'étranger et celui des personnes nées dans le pays en 2012-13 (%)



Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

L'emploi des hommes immigrés a été touché de plein fouet par la crise de 2007-08, plus encore que l'emploi de leurs homologues nés dans le pays. Ainsi, en Europe du Sud (à l'exception de Malte et du Portugal) et dans les pays baltes, la baisse de leur taux d'emploi sur la période est parfois deux fois plus sévère que parmi les hommes nés dans le pays. À l'inverse, en Océanie, en Amérique du Nord ainsi que dans les pays européens moins durement touchés par la crise, le taux d'emploi des hommes immigrés soit est resté stable, soit a augmenté depuis 2006-07 (comme en Australie ou en Europe germanophone), ou sa baisse n'a pas été plus marquée que pour les hommes nés dans le pays (comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni).

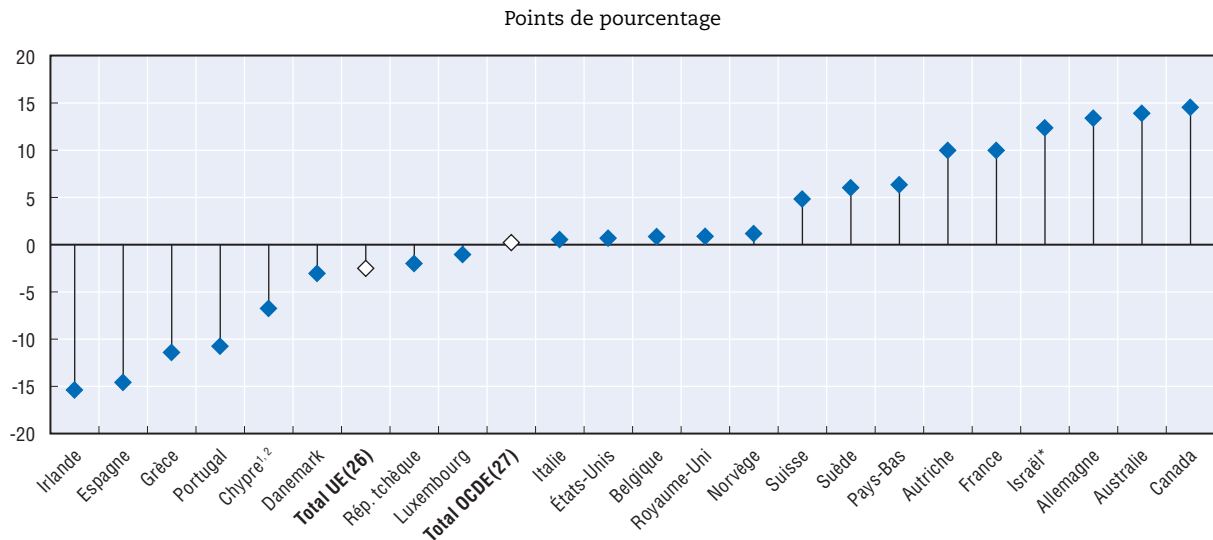
Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux d'emploi des immigrés récents (présents depuis moins de cinq ans) en 2012-13 est inférieur de près de 10 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays. Cette différence de taux d'emploi atteint même 13 points en moyenne dans l'Union européenne (graphique 5.A1.4). La situation des immigrés récents est particulièrement préoccupante dans quelques pays de l'UE15 (Allemagne, France, Pays-Bas, Suède) ainsi qu'en Turquie.

La situation des immigrés sur le marché du travail tend à s'améliorer avec l'allongement de la durée de séjour dans le pays de résidence. Néanmoins, la crise économique de 2007-08 a aggravé les difficultés d'insertion sur le marché du travail des cohortes arrivées juste avant la crise. Le taux d'emploi des immigrés arrivés entre 2003 et 2007 a ainsi diminué entre 2007 et 2012 dans la moitié des pays. C'est dans les pays européens les plus touchés par la crise (Espagne, Grèce, Irlande) que les immigrés nouvellement arrivés ont le plus souffert, leur taux d'emploi chutant de plus de 10 points de pourcentage (graphique 5.5). Tous les travailleurs immigrés ont été affectés, mais le contrecoup a été encore plus marqué pour les peu qualifiés au Danemark, en Espagne, en Grèce et en Irlande (graphique 5.A1.5).

Dans des pays moins durement touchés par la crise, le processus de convergence avec l'allongement de la durée de séjour est confirmé. Ce constat est plus visible parmi les immigrés peu ou pas diplômés en Allemagne, en Israël et aux Pays-Bas et, dans une moindre mesure, en Suisse, tandis que la convergence est davantage observée parmi les diplômés du supérieur en France. Aux États-Unis, en Norvège et au Royaume-Uni, le processus de convergence est notable pour ces derniers, alors que les immigrés peu ou pas diplômés de cette cohorte ont vu leur taux d'emploi diminuer ces cinq dernières années.

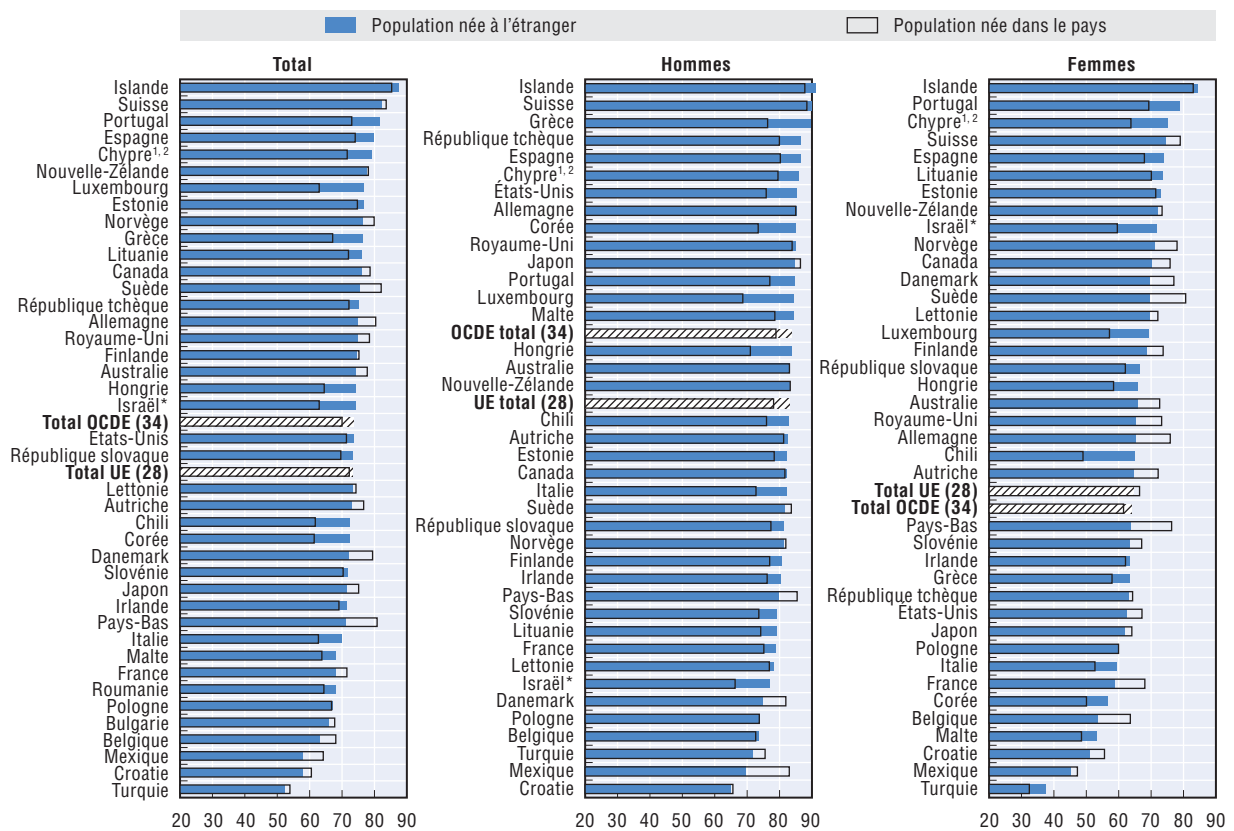
La part des actifs (occupés ou non) dans la population d'âge actif a augmenté depuis 2006-07 (graphique 5.A1.8) concernant près de trois quart des immigrés en 2012-13 en moyenne dans la zone OCDE et l'Union européenne, soit un taux comparable à celui observé parmi les personnes nées dans le pays. Ce taux dépasse 80 % en Islande, en Suisse et en Europe du Sud (notamment au Portugal). Il se situe par contre en dessous de 60 % en Croatie, au Mexique et en Turquie (graphique 5.6). Au Chili, en Corée, au Luxembourg et en Europe du Sud, les immigrés (hommes et femmes) sont plus souvent actifs que les personnes nées dans le pays. C'est l'inverse dans les pays nordiques, ainsi qu'au Mexique et aux Pays-Bas. Dans des pays d'immigration ancienne tels que l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis et la France, les femmes immigrées sont moins actives que leurs homologues nées dans le pays. Dans ces pays, c'est le contraire parmi les hommes.

Graphique 5.5. Évolution du taux d'emploi entre 2007 et 2012 des immigrés non scolarisés âgés de 15 à 64 ans arrivés entre 2003 et 2007

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216616>

Graphique 5.6. Taux d'activité selon le pays de naissance, par sexe, 2012-13

Pourcentage de la population d'âge actif (15-64 ans)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216623>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

5.2. Chômage

Informations de référence

Indicateur

Tous les indicateurs présentés dans cette section utilisent les définitions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les chômeurs sont les personnes sans emploi, disponibles pour travailler et en recherche d'emploi durant la semaine de référence. Le taux de chômage est la part de chômeurs au sein de la population active (occupée ou non).

À la fin de cette section sont présentées des analyses à partir de pseudo-cohortes (voir Informations de référence de l'indicateur 5.1). Ceci consiste à suivre l'évolution du taux de chômage entre 2007 et 2012 des immigrés arrivés entre 2003 et 2007.

Champ

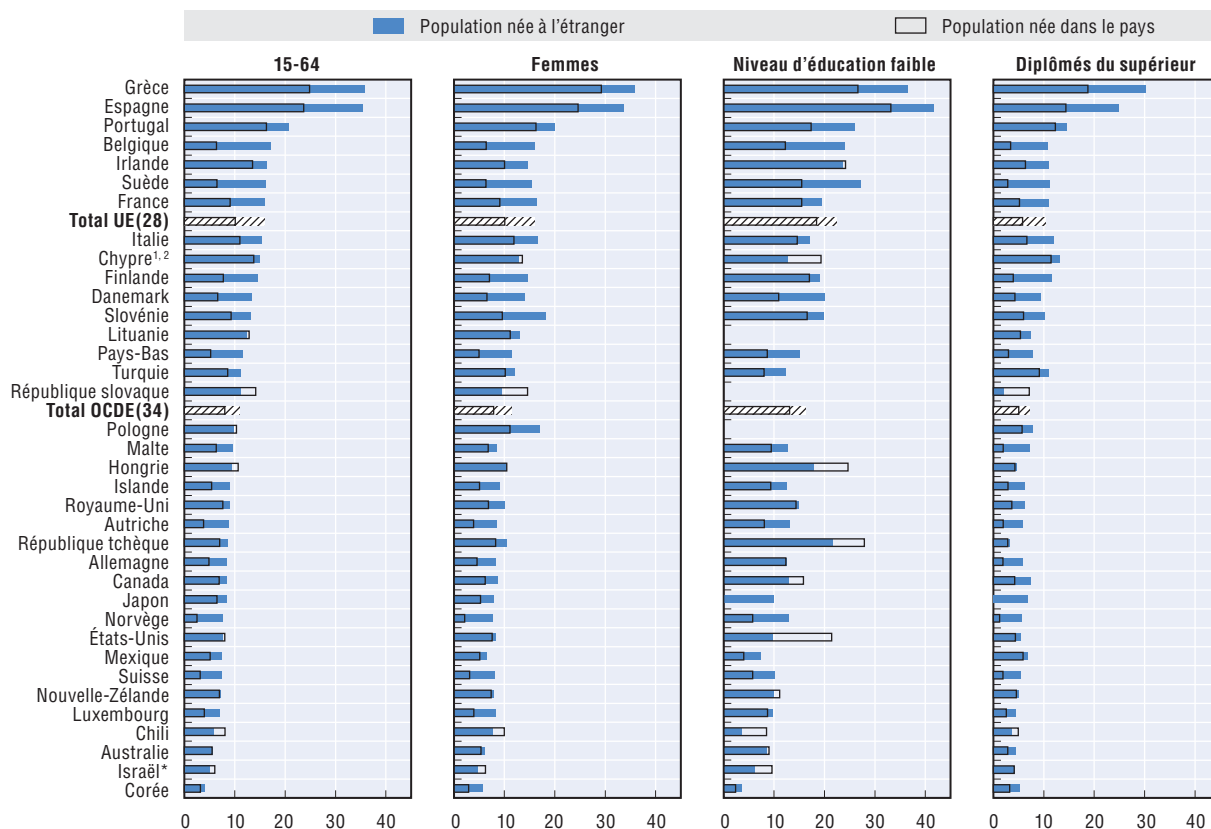
Population active âgée de 15 à 64 ans. Pour les analyses à partir de pseudo-cohortes, les résultats des personnes âgées de 15 à 60 ans en 2007 sont comparés à ceux des 20-65 ans en 2012.

En 2012-13, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de chômage des immigrés est de près de 11 % contre 8 % chez les personnes nées dans le pays. Dans l'ensemble de l'Union européenne, ce taux s'élève à 16 % chez les immigrés, contre 10 % chez les personnes nées dans le pays (graphique 5.7). Les taux sont les plus élevés en Espagne et Grèce, avec un immigré sur trois au chômage. À l'inverse, au sein de l'Union européenne, le Luxembourg enregistre le taux de chômage des immigrés le plus faible. Dans les pays de l'OCDE non membres de l'Union européenne, le chômage des immigrés est partout inférieur à 9 % : il ne concerne qu'un immigré sur 20 en Australie, en Corée et en Israël.

Le taux de chômage des immigrés est supérieur à celui des personnes nées dans le pays dans la plupart des pays, tant parmi les hommes que parmi les femmes. Des exceptions notables concernent les pays d'installation, le Chili, les États-Unis et quelques pays d'Europe centrale (graphique 5.8). Dans tous ces pays, les taux de chômage sont faibles en comparaison internationale. Dans quelques pays européens d'immigration ancienne (Belgique et Pays-Bas), ainsi que dans des pays dont une part importante de l'immigration est composée de migrants humanitaires (Danemark, Suède), les taux de chômage des immigrés sont élevés et près de deux fois supérieurs à ceux des personnes nées dans le pays. C'est aussi le cas en Allemagne, en Autriche, en Norvège et en Suisse mais avec des taux de chômage plus faibles (graphique 5.8).

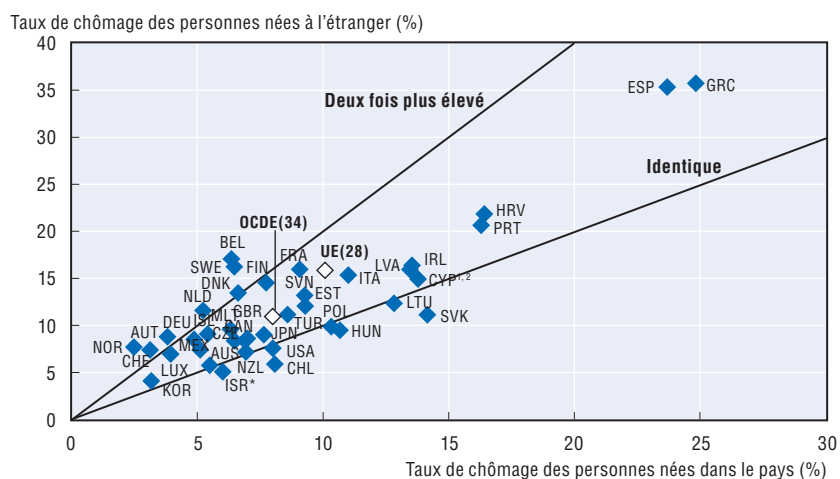
Si le taux de chômage est généralement plus élevé parmi les personnes ayant un faible niveau d'éducation, l'écart entre le taux de chômage des immigrés et celui des personnes nées dans le pays est plus élevé parmi les personnes diplômées du supérieur. En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, le taux de chômage des immigrés diplômés du supérieur est presque deux fois supérieur à celui de leurs homologues nés dans le pays. Aux États-Unis, en Israël et en Nouvelle-Zélande, si les immigrés diplômés du supérieur ont aussi un taux de chômage plus élevé que les personnes nées dans le pays, l'écart avec ces dernières est plus faible qu'en Europe. Par ailleurs, dans tous les pays d'installation, ainsi qu'aux États-Unis, les actifs immigrés peu ou pas diplômés sont moins fréquemment au chômage que les personnes nées dans le pays de même niveau d'éducation (graphique 5.7).

Graphique 5.7. **Taux de chômage par pays de naissance, sexe et niveau d'éducation, 2012-13**
Pourcentage de la population active



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216638>

Graphique 5.8. **Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans, selon le pays de naissance, 2012-13**
Pourcentage de la population active



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216649>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Entre 2006-07 et 2012-13, le taux de chômage des immigrés a augmenté de 3.5 points de pourcentage dans la zone OCDE, et l'écart avec les personnes nées à l'étranger s'est accru de 1 point, voire de plus de 4 points en moyenne dans l'Union européenne. C'est particulièrement vrai en Grèce et en Espagne où les taux de chômage des immigrés ont augmenté de près de 25 points de pourcentage, contre 15 points pour les personnes nées dans le pays. L'écart avec ces dernières a aussi augmenté au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas (graphique 5.9). À l'inverse, cet écart a eu tendance à se résorber en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suisse. Seuls l'Allemagne et Israël ont connu une baisse du chômage sur cette période, plus significative pour les immigrés que pour les personnes nées dans le pays pour ce qui est de l'Allemagne. En République tchèque, le taux de chômage des immigrés a même diminué sur la période quand celui des personnes nées dans le pays augmentait.

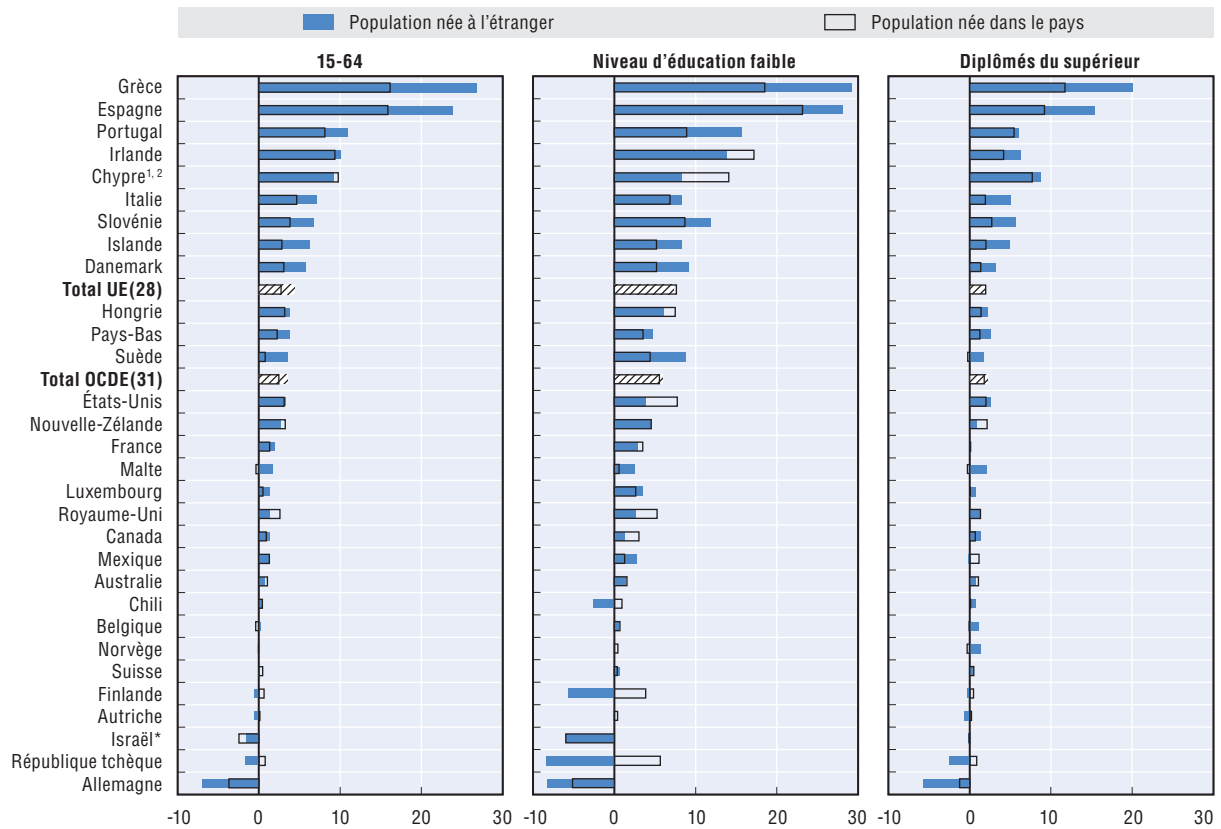
La crise économique et financière a plus particulièrement touché certains groupes de population, notamment les personnes ayant un faible niveau d'éducation. Le fait que les immigrés soient surreprésentés dans ce groupe explique en partie qu'ils aient plus souffert en moyenne de l'augmentation du chômage que les personnes nées dans le pays. En moyenne, dans la plupart des pays, à niveau d'éducation donné, la hausse du chômage est comparable pour les personnes nées dans le pays et les immigrés. Toutefois, dans les pays d'Europe du Sud, au Danemark et en Suède, les immigrés ayant un faible niveau d'éducation ont été plus durement touchés que leurs homologues nés dans le pays. C'est l'inverse en Amérique du Nord, en Irlande et au Royaume-Uni. Les immigrés diplômés du supérieur, pour leur part, ont été plus touchés par la hausse du chômage que leurs homologues nés dans le pays dans une majorité de pays de l'OCDE et de l'Union européenne.

Le chômage est un problème majeur pour les immigrés récents, en particulier dans les pays de l'UE15. Dans les pays de l'OCDE et de l'Union européenne, les immigrés récents (arrivés depuis moins de cinq ans) ont un taux de chômage supérieur de 5 et 9 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays (graphique 5.A1.6). En Suède, le taux de chômage est même supérieur de 20 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays, soit un écart deux fois plus important que pour l'ensemble des immigrés. Les immigrés récents sont aussi particulièrement touchés en Belgique, en France et en Turquie. Cela n'est toutefois pas le cas aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'à Chypre^{1, 2} et en Lettonie.

En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les immigrés arrivés avant la crise (sur la période 2003-07) ont en 2012 un taux de chômage de 4 points de pourcentage supérieur à celui de 2007. Dans les pays de l'Union européenne, cette progression (7 points en moyenne) est tirée par la forte progression du chômage en Europe du Sud (Espagne et Grèce notamment, graphique 5.10). Dans un pays sur deux, le taux de chômage des immigrés entrés entre 2003 et 2007 n'a pas baissé depuis 2007. Dans les pays où leur situation s'est améliorée, le recul du chômage a été plus marqué pour ces derniers que pour les immigrés entrés avant 2003 (graphique 5.10). Dans les autres pays ayant enregistré une forte progression du chômage, la cohorte 2003-07 a été moins touchée par la hausse du chômage que les immigrés installés de plus longue date (sauf au Danemark, en Irlande et au Portugal).

Graphique 5.9. Évolution des taux de chômage des personnes âgées de 15 à 64 ans, entre 2006-07 et 2012-13, selon le lieu de naissance et le niveau d'éducation

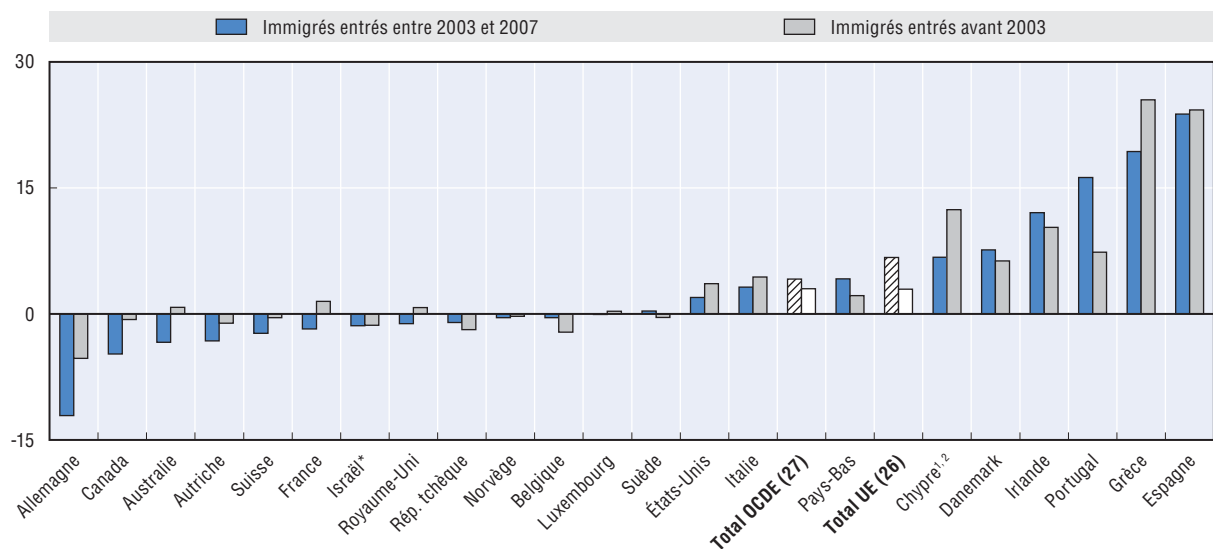
Points de pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216655>

Graphique 5.10. Évolution entre 2007 et 2012 des taux de chômage des immigrants selon leur période d'arrivée

Points de pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216561>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

5.3. Risques d'exclusion du marché du travail

Informations de référence

Indicateur

Le chômage ou l'inactivité, s'il persiste durablement, peut conduire à l'exclusion sociale. Cette section présente deux indicateurs de risques d'exclusion du marché du travail: i) le chômage de longue durée (pourcentage de chômeurs sans emploi depuis au moins 12 mois parmi l'ensemble des chômeurs) et ii) les travailleurs découragés (en pourcentage de la population inactive âgée de 15 à 64 ans). Les travailleurs découragés sont les personnes qui souhaitent travailler, sont disponibles pour entrer dans l'emploi, mais ne recherchent pas activement un emploi car elles estiment qu'aucun emploi adéquat n'est disponible. Cette inactivité subie est un indicateur clé d'exclusion du marché du travail.

Champ

Chômeurs et personnes inactives âgés de 15 à 64 ans.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, plus d'un tiers des chômeurs immigrés sont à la recherche d'un emploi depuis plus de 12 mois en 2012-13, soit une part similaire à celle observée parmi les chômeurs nés dans le pays (tableau 5.1). Il en est de même dans les pays de l'Union européenne avec une part plus élevée de chômeurs de longue durée (45 %).

Le chômage de longue durée touche plus d'un chômeur immigré sur deux en Irlande, en Grèce et en Lettonie mais moins d'un sur dix dans les pays d'installation, comme l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, où ce phénomène est peu courant, même chez les personnes nées dans le pays. Les immigrés sont plus touchés par le chômage de longue durée que les personnes nées dans le pays dans les deux tiers des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, notamment aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse (+10 points). À l'inverse, ils le sont moins que les personnes nées dans le pays en Europe du Sud, en Irlande ainsi qu'au Royaume-Uni et en Océanie (tableau 5.1).


Depuis 2006-07, la part de chômeurs de longue durée parmi les chômeurs immigrés a augmenté de plus de 20 points de pourcentage en Espagne, en Irlande et en Islande, soit une augmentation en moyenne de 10 points supérieure à celle observée pour les personnes nées dans le pays. Au Canada et surtout aux États-Unis, la hausse du chômage de longue durée a surtout touché les immigrés.

En 2012, en moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, un immigré inactif sur six souhaite travailler, contre une personne sur sept née dans le pays (graphique 5.11). Au sein de l'Union européenne, plus d'un immigré inactif sur cinq est dans cette situation. Près de 3 millions d'immigrés inactifs souhaitent travailler (plus de 2 millions dans l'Union européenne). Dans les pays où la situation de l'emploi est globalement difficile (Europe du Sud et Europe centrale), les immigrés inactifs souhaitant travailler sont plus souvent des travailleurs découragés, notamment en Italie, en Lettonie et aux Pays-Bas. En Autriche et en Suisse, les motifs de l'inactivité sont en revanche plus souvent liés à des responsabilités familiales (un immigré inactif sur six en Suisse) ou à la maladie. La part des inactifs souhaitant travailler est limitée aux États-Unis, en France, en Grèce et en Israël.

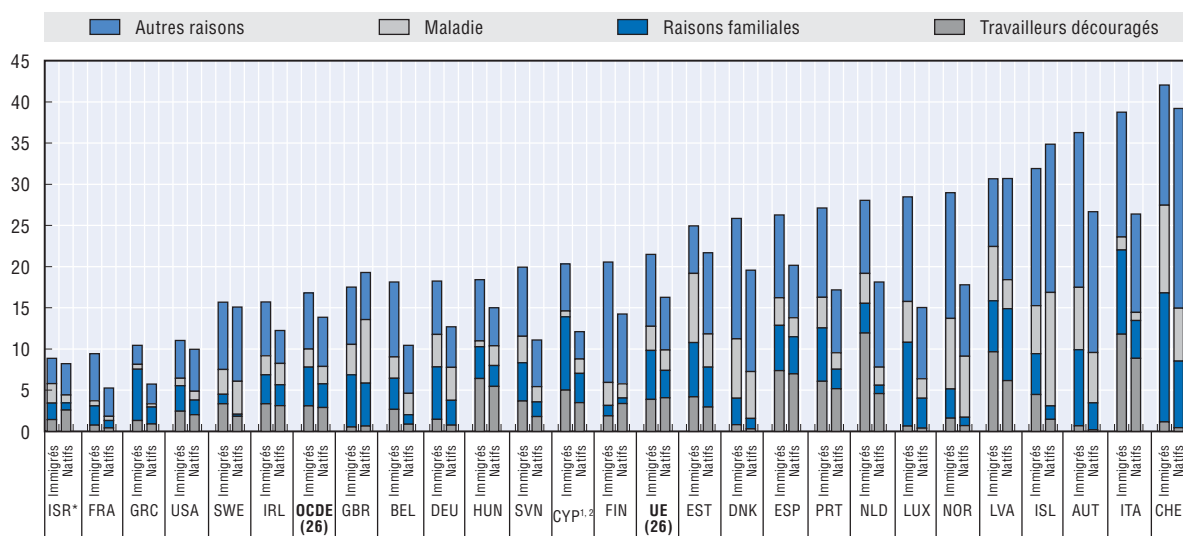

L'inactivité est plus souvent subie par les immigrés que par les personnes nées dans le pays, sauf en Islande et au Royaume-Uni. En moyenne, l'inactivité est un peu plus souvent subie par les hommes que par les femmes. Toutefois, les femmes ayant de jeunes enfants (âgés de moins de 6 ans) sont néanmoins plus nombreuses en situation d'inactivité subie. En Allemagne, en Espagne, aux États-Unis, en Italie et au Royaume-Uni, les femmes nées dans le pays et ayant de jeunes enfants subissent davantage leur inactivité que leurs homologues immigrées (graphique 5.A1.8).

Tableau 5.1. **Chômage de longue durée des immigrés âgés de 15 à 64 ans, 2006-07 et 2012-13**

	Chômage de longue durée des immigrés (% de l'ensemble des chômeurs)		Différences avec les « natifs » (points de %) + : plus élevé que les « natifs » - : plus faible	
	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13
Allemagne	56.7	47.1	-0.1	+2.7
Australie	17.9	17.0	+1.4	-2.2
Autriche	30.0	25.4	+4.4	+1.3
Belgique	57.2	51.0	+8.5	+8.4
Canada	10.4	15.3	+3.2	+3.9
Chypre ^{1, 2}	19.6	30.2	+0.9	-6.4
Danemark	20.3	32.8	+2.0	+7.6
Espagne	12.9	45.8	-10.4	-1.8
États-Unis	6.6	23.9	+0.2	+2.8
Finlande	31.9	25.1	+8.3	+4.5
France	49.3	46.5	+10.0	+7.6
Grèce	44.2	58.5	-8.7	-5.9
Hongrie	43.5	46.9	-2.4	+0.1
Irlande	23.3	59.0	-9.7	-2.8
Islande	8.1	29.8	-0.1	+10.6
Israël*	28.7	23.1	-1.4	+0.1
Italie	41.2	48.4	-8.3	-8.3
Lettonie	29.4	57.2	-2.6	+7.6
Luxembourg	29.8	30.7	+1.7	+1.1
Norvège	..	23.3	..	+5.9
Nouvelle-Zélande	10.4	17.7	-0.8	-2.4
Pays-Bas	50.0	46.2	+11.4	+14.5
Portugal	42.3	51.3	-7.0	-1.3
République tchèque	69.8	52.3	+17.0	+9.2
Royaume-Uni	22.9	30.9	-0.1	-5.5
Slovénie	54.8	48.7	+7.9	-1.0
Suède	20.0	26.6	+7.4	+11.9
Suisse	46.3	37.5	+16.2	+13.1
Turquie	..	29.0	..	+7.4
Total UE (28)	41.3	45.1	-3.7	-1.2
Total OCDE (28)	29.3	36.1	-2.0	+0.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216747>Graphique 5.11. **Inactifs souhaitant travailler selon la raison de l'inactivité, immigrés et personnes nées dans le pays, 2012**

Pourcentage de la population inactive âgée de 15 à 64 ans

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216578>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Limites de la mesure

Emploi et chômage

Les résultats sur le marché du travail peuvent être mesurés de deux manières différentes: soit à partir d'enquêtes sur les forces de travail, soit à partir de données administratives. Chaque pays a en général sa propre définition « administrative » de l'emploi et du chômage, basée sur l'enregistrement des individus auprès des services publics de l'emploi (SPE) en tant que demandeurs d'emploi. Les pratiques d'enregistrement peuvent être différentes selon les pays et les taux d'emploi et de chômage qui découlent de ces systèmes statistiques nationaux sont rarement comparables entre eux.

Les enquêtes nationales sur les forces de travail, pour leur part, utilisent des définitions relativement bien harmonisées suite aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ces enquêtes existent dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE et de l'Union européenne, sont réalisées de manière régulière (mensuellement ou trimestriellement) et sont donc privilégiées quand il s'agit de procéder à des comparaisons internationales. Deux principaux écueils doivent néanmoins être pris en compte quand il s'agit de comparer les pays entre eux.

Premièrement, quelques pays (États-Unis, Israël jusqu'en 2011) n'incluent dans leur échantillon que la population civile, c'est-à-dire qu'ils excluent de fait les forces armées (permanents et conscrits), qu'elles résident en caserne ou en logements ordinaires. Deuxièmement, si les concepts de l'OIT sont utilisés théoriquement partout, ils peuvent néanmoins être soumis à diverses interprétations. Ces interprétations peuvent légèrement modifier à terme les taux d'emploi et de chômage et créer des ruptures de série temporelles. Par exemple, le Chili n'applique strictement le concept de l'emploi et du chômage que depuis 2010. La durée de recherche effective d'emploi pour définir un chômeur était supérieure à quatre semaines en Belgique jusqu'en 2011. D'autres critères, la couverture de la population (à partir de 16 ans au lieu de 15 en Islande jusqu'en 2009), de même que les différentes refontes des systèmes d'enquête (de trimestriel à mensuel) ou des questionnaires (meilleure couverture des emplois précaires en Allemagne depuis 2011) peuvent aussi plus ou moins fortement influencer les taux publiés et rendre moins aisée leur comparaison internationale ou année après année.

Des données longitudinales seraient nécessaires pour évaluer la convergence mais très peu d'enquêtes sur l'emploi ont un échantillon d'immigrés représentatif sur une longue période (par exemple, les six vagues de l'enquête trimestrielle sur les forces de travail de l'Union européenne ne couvrent au total qu'un an et demi, ce qui est insuffisant pour mesurer la convergence). Pour combler ce manque de données longitudinales, la convergence des résultats sur le marché du travail des immigrés avec la population native est évaluée en utilisant une méthode de pseudo-cohorte pour différentes années (interrogation de plusieurs échantillons d'immigrés arrivés les mêmes années). Cette méthode consiste à supposer que les différents échantillons aléatoirement sélectionnés correspondent à des groupes de populations présentant les mêmes caractéristiques parce qu'ils sont arrivés les mêmes années. Ce n'est pas forcément le cas, notamment si les départs à l'étranger sont sélectifs. Par conséquent, les résultats sont à prendre avec précaution.

Risques d'exclusion du marché du travail

L'inactivité subie est particulièrement complexe à estimer dans le cadre de comparaisons internationales, certaines enquêtes ne comportant pas de questions sur la volonté de travailler. Si la plupart des enquêtes demandent aux personnes interrogées si elles recherchent un emploi, les questions sur les raisons de non-recherche d'emploi sont souvent négligées (comme les raisons familiales). Les données sur l'inactivité subie ne sont donc pas présentées pour les pays non européens de l'OCDE.

Notes, sources et pour en savoir plus

Note concernant Israël*

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Notes concernant Chypre^{1, 2}

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Notes des tableaux et graphiques

Corée et Japon

Population selon le critère de la nationalité (étrangers/nationaux) au lieu du critère de pays de naissance.

Les moyennes tiennent compte des taux qui ne peuvent être publiés individuellement pour des questions de taille d'échantillon.

Graphiques 5.1 et 5.6 : Population âgée de 15 à 59 ans pour la Corée.

Graphique 5.2 : Les données pour le Canada incluent les personnes toujours scolarisées, pour l'Australie les personnes toujours scolarisées de plus de 24 ans et pour les États-Unis, de plus de 55 ans. Pour ce dernier pays, les taux d'emploi sont calculés pour la population âgée de 16 à 64 ans.

Graphiques 5.5 et 5.10 : Aux États-Unis, la situation en 2007 des immigrants arrivés de 2002 à 2007 est comparée à la situation en 2012 des immigrants arrivés de 2003 à 2007.

Graphiques 5.7 et 5.8 : Population de 15 ans et plus pour la Corée.

Tableau 5.1 : La Norvège et la Turquie ne sont pas incluses dans le total OCDE en 2012-13.

Sources

Enquêtes sur les forces de travail 2006-07 et 2012-13 de l'Union européenne (EU-LFS), de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ; d'Israël (2006-07 et 2011); US Current Population Surveys (CPS 2006-07 et 2012-13); Chili : *Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional* (CASEN 2007 et 2011); Recensement japonais de la population 2010; Mexique : *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo* (ENOE 2007 et 2012), Corée : *Foreign Labour Force Survey* (2012-13) pour les étrangers et *Economically Active Population Survey* (EAPS 2012-13) pour les nationaux. Australian Survey on Education and Work (ASEW 2007 et 2013) pour les données avec niveau d'éducation.

Pour en savoir plus

Eurostat (2011), « Migrants in Europe. A Statistical Portrait of the First and Second Generation », Statistical Books, Commission européenne, Luxembourg.

Liebig, T. et T. Huddleston (2014), « L'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail : développer, mobiliser et utiliser les compétences », *Perspectives des migrations internationales 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2014-fr.

OCDE (2014a), *Perspectives des migrations internationales 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2014-fr.

OCDE (2014b), *Jobs for Immigrants (Vol. 4): Labour Market Integration in Italy*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214712-en>.

OCDE (2012a), *Les migrants et l'emploi, vol. 3 : L'intégration sur le marché du travail en Autriche, en Norvège et en Suisse*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167919-fr>.

OCDE (2012b), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>.

OCDE (2008), *Les migrants et l'emploi, vol 2. : L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264055711-fr>.

OCDE (2007), *Jobs for Immigrants, Vol. 1: Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264033603-en>.

ANNEXE 5.A1

Tableaux et graphiques supplémentaires

Tableau 5.A1.1. **Taux d'emploi des populations nées à l'étranger, par sexe, 2006-07 et 2012-13**

Pourcentages de la population 15-64 et différences avec les natifs (en points de pourcentage)

	Total				Hommes				Femmes			
	Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs		Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs		Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs	
	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13
Allemagne	59.4	68.5	-10.3	-8.0	67.7	77.5	-6.8	-2.9	51.4	59.8	-13.2	-12.6
Australie	68.1	70.0	-6.5	-3.5	77.2	78.4	-3.4	+0.2	59.1	61.8	-9.5	-6.9
Autriche	64.2	66.6	-7.9	-7.2	73.8	74.8	-4.7	-3.2	55.6	59.3	-10.2	-10.1
Belgique	50.5	52.3	-12.6	-11.4	60.8	60.3	-8.5	-7.6	40.8	44.9	-16.0	-14.6
Canada	69.8	69.6	-4.3	-3.7	76.8	75.3	-0.1	-0.0	63.1	64.1	-8.2	-7.0
Chili	64.9	68.1	+8.2	+11.4	78.9	79.3	+6.7	+8.6	54.4	59.7	+12.2	+15.6
Chypre ^{1, 2}	71.5	67.4	+1.4	+5.6	76.0	70.2	-4.3	+2.0	68.5	65.5	+9.0	+10.4
Corée	..	69.2	..	+9.8	..	82.0	..	+11.2	..	53.3	..	+4.7
Croatie	53.0	45.1	-3.9	-5.5	63.7	49.0	+0.6	-5.6	43.0	41.4	-7.6	-5.1
Danemark	65.1	62.4	-13.4	-11.8	71.0	65.2	-10.9	-11.1	59.9	59.9	-15.1	-12.1
Espagne	70.6	51.6	+5.3	-4.9	80.4	54.4	+3.6	-7.3	61.1	49.0	+7.4	-2.2
Estonie	73.2	67.5	+5.3	-0.3	76.4	71.3	+5.0	+0.8	70.8	64.7	+6.1	-0.5
États-Unis	71.9	68.0	+1.5	+2.4	83.8	79.0	+8.8	+9.7	59.2	57.2	-6.7	-4.9
Finlande	62.2	63.6	-7.9	-5.8	68.5	68.9	-3.3	-1.4	56.2	58.6	-12.1	-9.9
France	57.6	57.2	-7.2	-7.8	67.0	66.2	-2.2	-2.0	48.9	49.1	-11.5	-12.8
Grèce	66.9	49.0	+6.2	-1.5	84.2	57.5	+10.3	-2.2	50.3	40.7	+2.8	-0.3
Hongrie	62.6	67.2	+5.3	+9.6	73.0	76.5	+9.3	+13.3	53.8	59.0	+2.8	+6.7
Irlande	71.7	59.7	+3.4	+0.1	80.6	65.8	+3.7	+2.3	62.3	54.1	+2.8	-1.8
Islande	85.0	79.5	-0.2	-1.2	90.3	82.6	+1.5	+0.1	80.0	76.6	-1.3	-2.3
Israël*	66.1	70.3	+9.3	+11.1	69.6	72.7	+8.7	+10.4	63.1	68.2	+10.4	+12.4
Italie	65.5	59.0	+7.6	+3.2	82.2	70.4	+12.5	+5.3	50.5	49.3	+4.4	+2.9
Japon	..	65.5	..	-4.7	..	77.1	..	-2.7	..	56.9	..	-3.7
Lettonie	72.2	61.6	+5.5	-2.7	78.3	65.7	+7.7	+0.2	67.2	58.4	+4.4	-4.7
Lituanie	70.0	66.6	+6.0	+3.9	75.6	69.8	+8.7	+6.5	64.7	64.0	+3.4	+1.8
Luxembourg	70.0	71.5	+10.4	+11.0	79.3	79.3	+11.6	+13.4	60.8	63.5	+9.2	+8.6
Malte	56.0	61.6	+1.9	+1.9	75.6	75.4	+2.5	+1.7	38.6	48.6	+4.3	+3.4
Mexique	54.4	53.6	-6.6	-7.4	75.1	63.8	-5.7	-14.8	33.8	42.3	-9.9	-2.5
Norvège	67.2	70.6	-10.0	-7.3	72.0	74.9	-8.3	-4.5	62.3	65.7	-11.8	-10.7
Nouvelle-Zélande	70.2	72.0	-6.5	-0.7	78.4	77.4	-4.7	-0.2	62.3	66.4	-8.3	-1.5
Pays-Bas	63.5	62.9	-13.5	-13.7	72.4	70.2	-10.6	-10.4	55.3	56.6	-15.5	-16.0
Pologne	36.0	60.4	-19.8	+0.6	44.9	70.2	-17.5	+3.7	28.1	49.5	-21.4	-3.8
Portugal	72.5	64.7	+5.0	+3.5	78.2	66.4	+4.7	+2.1	67.1	63.0	+5.6	+5.0
République slovaque	59.9	65.2	-0.2	+5.4	71.4	70.8	+3.8	+4.3	48.7	60.1	-3.8	+7.1

Tableau 5.A1.1. **Taux d'emploi des populations nées à l'étranger, par sexe, 2006-07 et 2012-13 (suite)**

Pourcentages de la population 15-64 et différences avec les natifs (en points de pourcentage)


	Total				Hommes				Femmes			
	Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs		Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs		Taux d'emploi		Différence (+/-) avec les natifs	
	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13
République tchèque	63.9	68.5	-1.8	+1.4	73.6	80.0	-0.6	+5.0	54.2	56.5	-2.9	-2.5
Royaume-Uni	68.5	68.0	-7.8	-4.5	78.0	77.8	-1.4	+1.1	59.1	58.8	-13.9	-9.4
Slovénie	67.4	62.2	+0.2	-1.7	72.8	71.3	+0.9	+4.5	61.7	52.0	-0.5	-8.7
Suède	63.4	63.1	-12.5	-13.6	67.7	67.6	-10.2	-10.3	59.5	58.9	-14.4	-16.7
Suisse	73.2	76.1	-6.9	-5.0	82.4	83.7	-3.7	-1.7	64.2	68.5	-9.7	-8.1
Turquie	..	46.5	..	-2.8	..	64.0	..	-5.4	..	32.9	..	+3.7
Total UE (28)	63.5	61.7	-2.0	-3.3	73.3	69.8	+1.1	-0.3	54.3	54.3	-4.5	-5.5
Total OCDE (31)	68.0	65.7	+0.9	+0.3	78.5	74.8	+3.7	+3.1	57.5	57.0	-2.2	-2.1

Note : Pour la Corée et le Japon, population selon le critère de la nationalité (étrangers/nationaux) au lieu du critère de pays de naissance. Population âgée de 15 à 59 ans pour la Corée. Le Japon, la Corée et la Turquie ne sont pas incluses dans la moyenne OCDE pour 2012-13.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

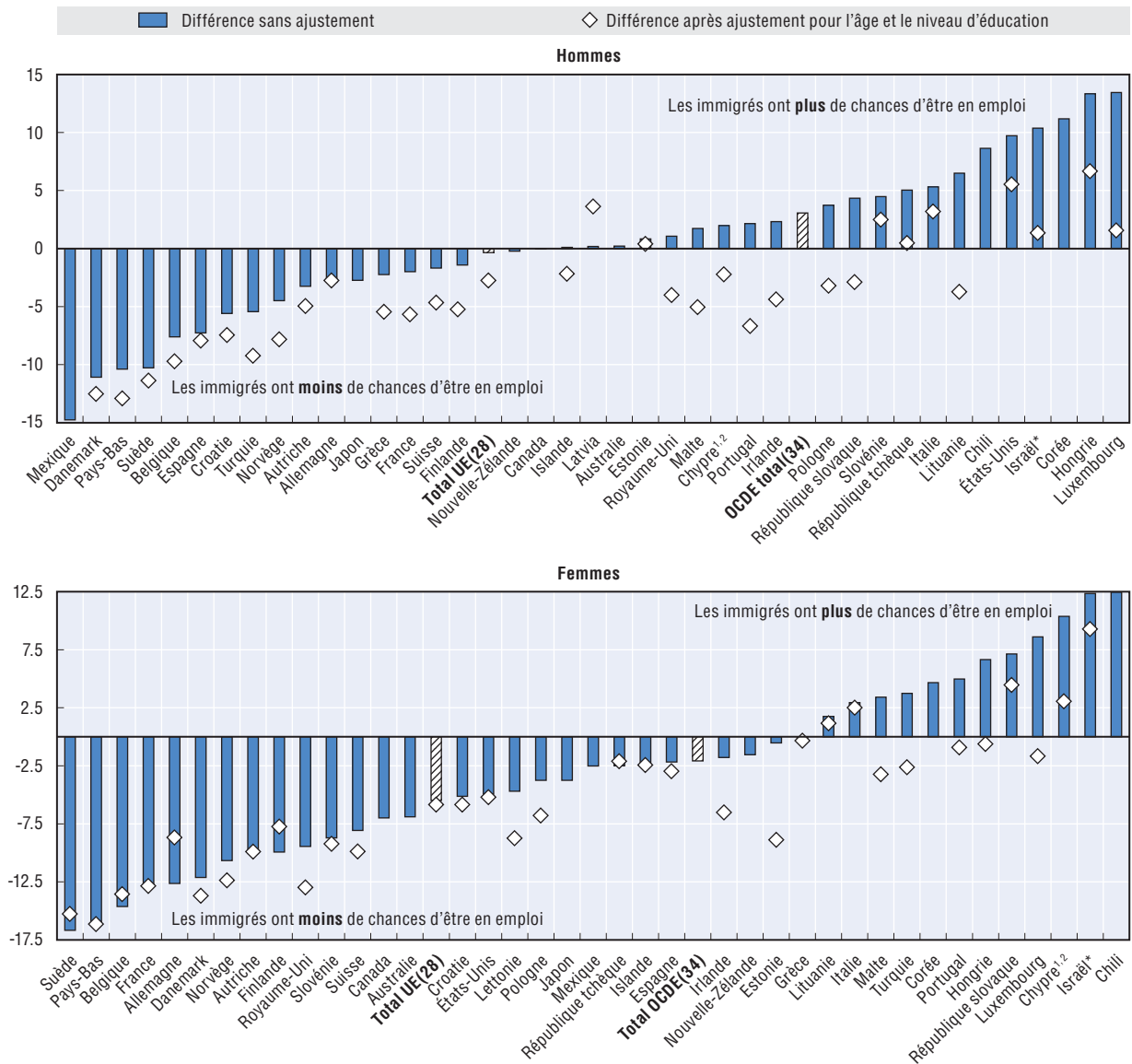
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail 2006-07 et 2012-13 de l'Union européenne (EU-LFS), de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ; d'Israël (2006 et 2011) ; US Current Population Surveys (CPS 2007 et 2012) ; Chili : Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional (CASEN 2007 et 2011) ; Recensement japonais de la population 2010 ; Mexique : Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo (ENOE 2007 et 2012) ; Corée : Foreign Labour Force Survey (2012-13) pour les étrangers et Economically Active Population Survey (EAPS 2012-13) pour les nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216759>

Graphique 5.A1.1. **Différences entre les taux d'emploi des populations née à l'étranger et née dans le pays, par sexe, 15 à 64 ans, 2012-13**

Points de pourcentage



Note : Pour la Corée et le Japon, population selon le critère de la nationalité (étrangers/nationaux) au lieu du critère du pays de naissance. La différence après ajustement indique ce que serait la différence si les immigrants avaient le même niveau d'éducation et la même structure par âge que les personnes nées dans le pays.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

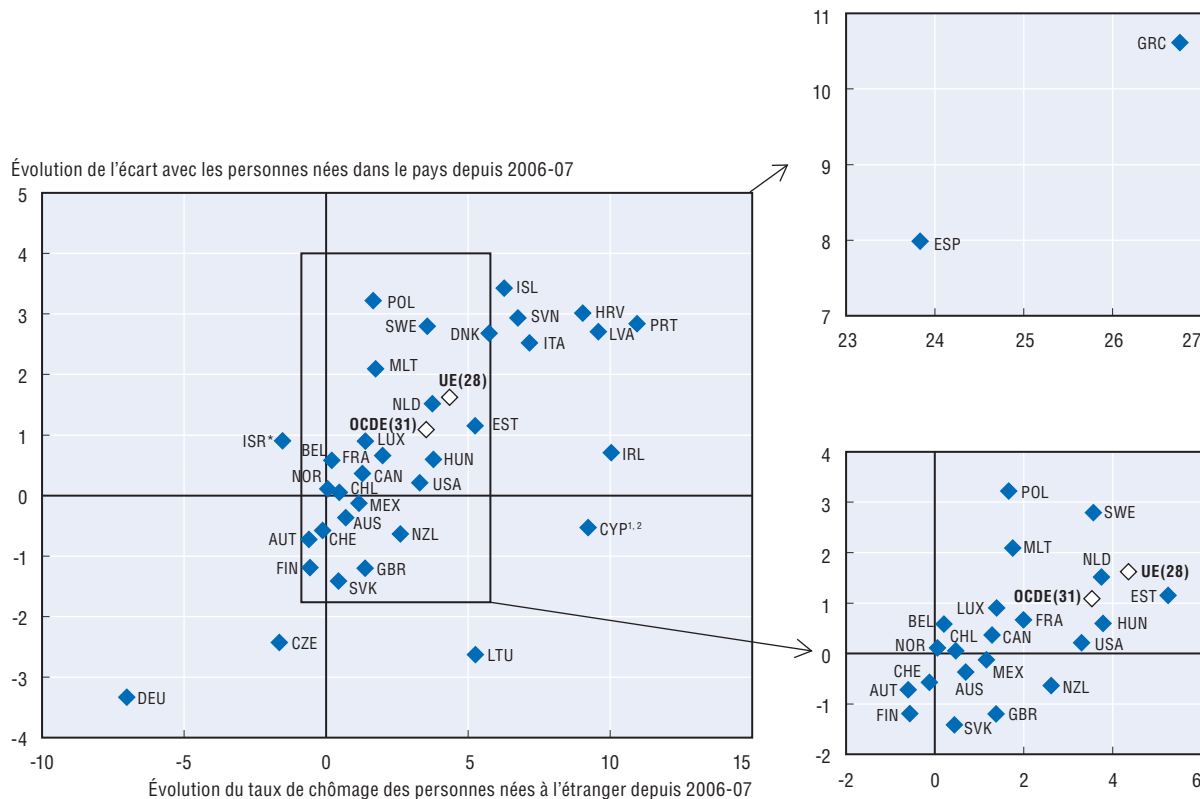
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail 2012-13 de l'Union européenne (EU-LFS), de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande ; d'Israël (2011) ; US Current Population Surveys (CPS 2012) ; Chili: Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional (CASEN 2011) ; Recensement japonais de la population 2010 ; Mexique: Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo (ENOE 2012) ; Corée : Foreign Labour Force Survey (2012-13) pour les étrangers et Economically Active Population Survey (EAPS 2012-13) pour les nationaux.

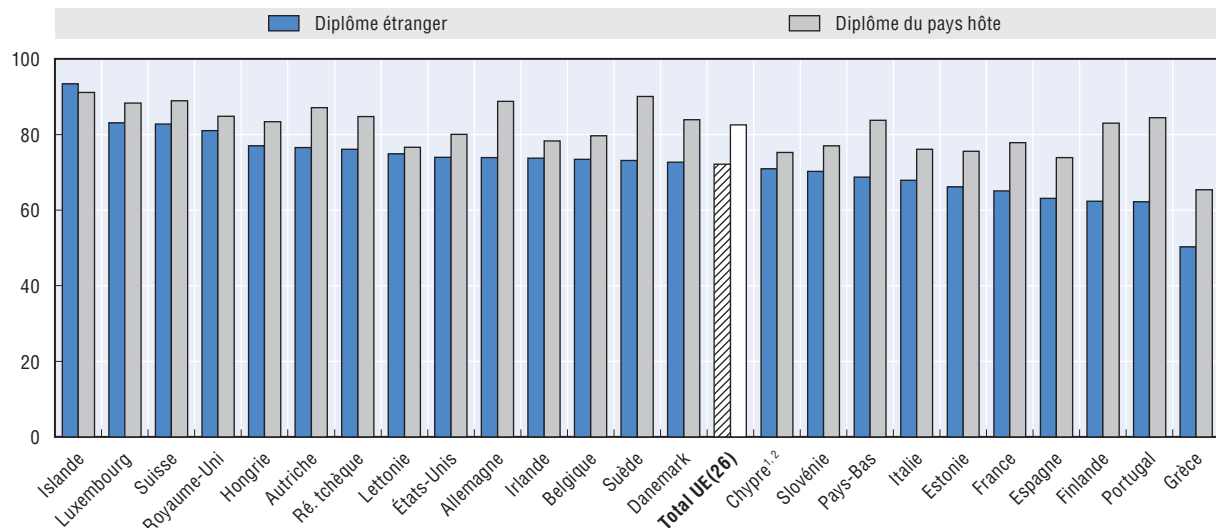
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216665>

Graphique 5.A1.2. Évolution des taux de chômage des immigrés et de l'écart avec les taux de chômage des personnes nées dans le pays, 15 à 64 ans, entre 2006-07 et 2012-13

Points de pourcentage



Graphique 5.A1.3. **Taux d'emploi des populations immigrées diplômées du supérieur âgées de 15 à 64 ans, selon le lieu d'obtention du diplôme, non comprises les personnes scolarisées, 2012**



Note : Population encore scolarisée incluse pour les États-Unis.

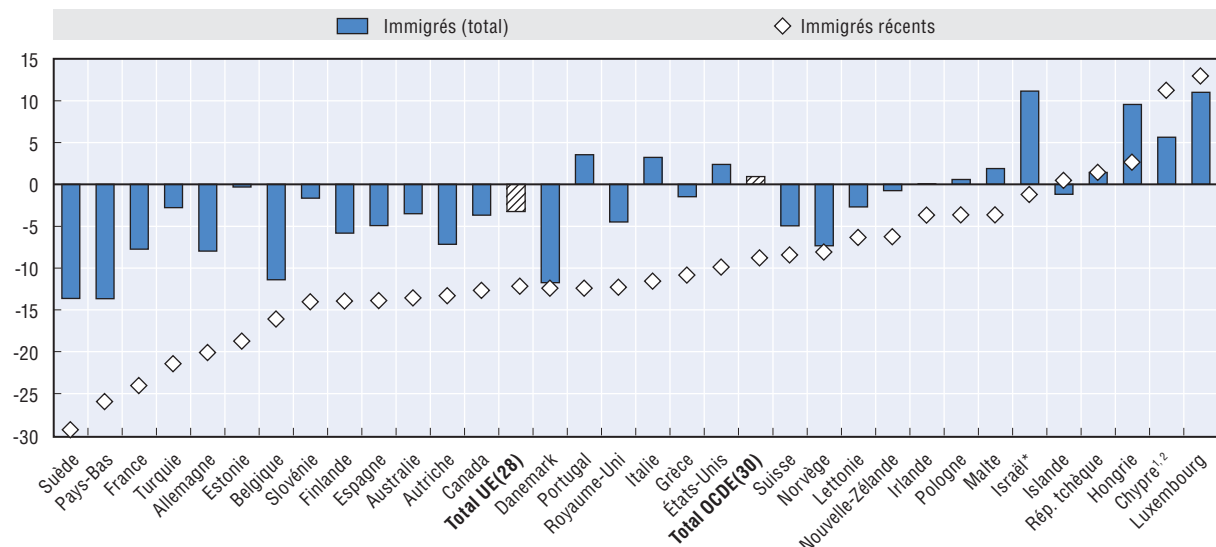
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EU LFS 2012) ; US Current Population Survey (CPS 2012), supplément de mars 2012.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216687>

Graphique 5.A1.4. **Taux de chômage des immigrés récents/ensemble des immigrés, 15-64 ans, 2012-13**

Écarts en points de pourcentage avec les personnes nées dans le pays



Note : Pour le Canada, les immigrés récents comprennent uniquement les immigrés ayant un statut permanent.

Pour les États-Unis, les immigrés récents sont les personnes nées à l'étranger entrées après 2008. Dans les autres pays, les immigrés récents sont ceux arrivés depuis moins de cinq ans.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888933215602>.

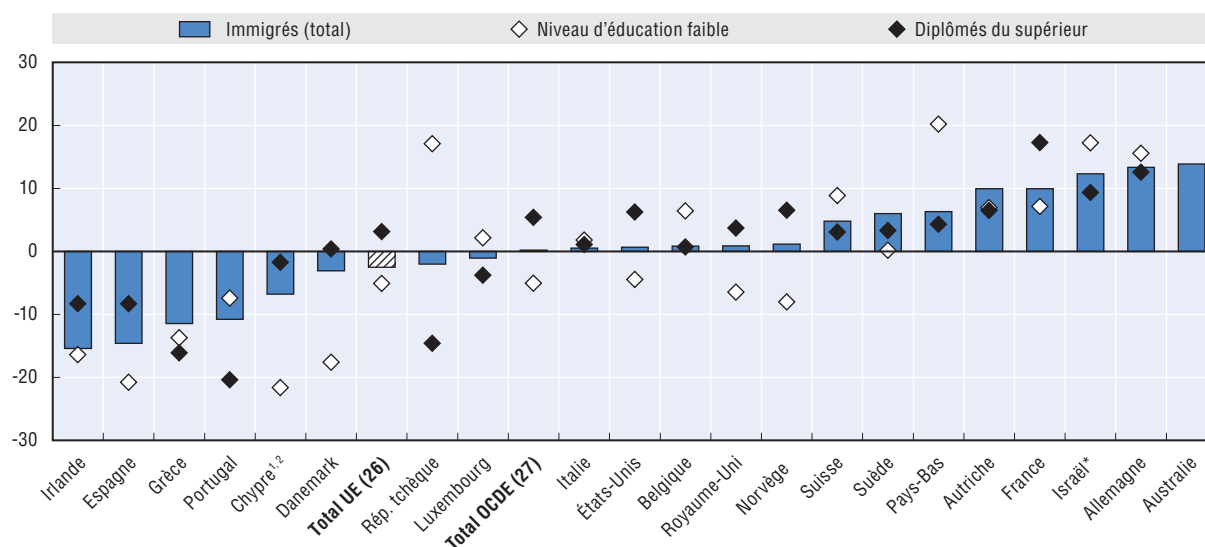
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquête européenne sur les forces de travail (EFT-UE 2012-13) ; États-Unis : Current Population Survey (CPS 2012-13) ; Enquêtes canadienne et australienne sur la population active (2012-13) ; Household Labour Force Survey, Statistics New Zealand (2012-13) ; Enquête israélienne sur la population active (2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216693>

Graphique 5.A1.5. Évolution du taux d'emploi entre 2007 et 2012 des immigrés en âge de travailler arrivés entre 2003 et 2007, selon le niveau d'éducation, non compris les personnes scolarisées

Points de pourcentage, personnes de 15 à 64 ans




Note : Aux États-Unis, la situation en 2007 des immigrés arrivés entre 2002 et 2007 est comparée à la situation en 2012 des immigrés arrivés entre 2003 et 2007. Les données pour les États-Unis incluent les personnes toujours scolarisées de plus de 24 ans.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

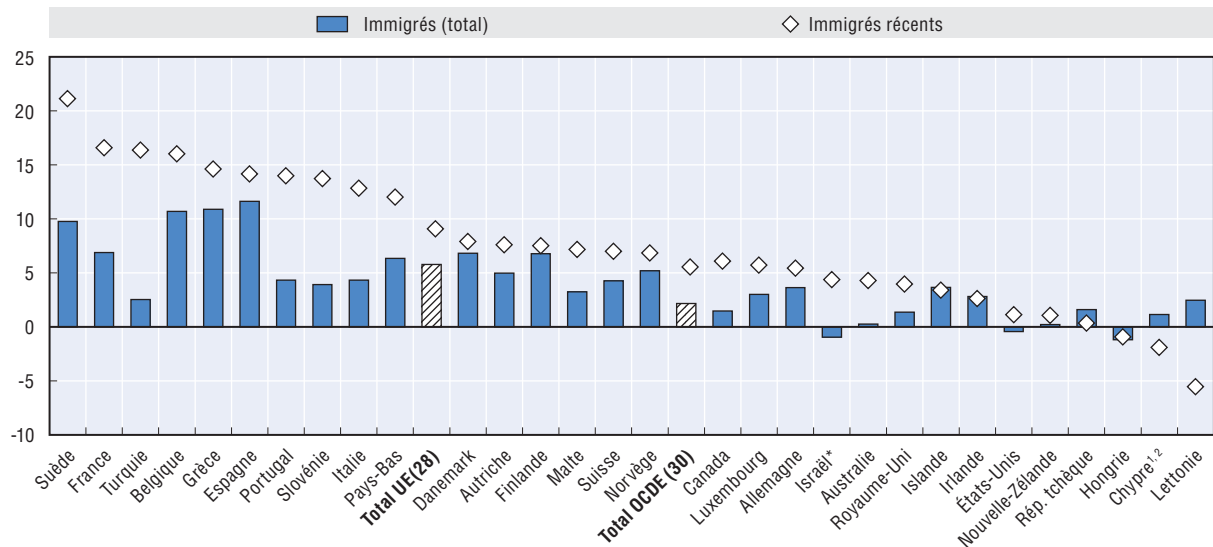
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EU LFS 2007 et 2012) ; US Current Population Surveys (CPS 2007 et 2012) ; Australian Survey of Education and Work (2007 et 2013) ; enquêtes sur les forces de travail d'Israël (2007 et 2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933216705>

Graphique 5.A1.6. Taux de chômage des immigrés (ensemble et immigrés récents), 2012-13

Différence en points de pourcentage avec les personnes nées dans le pays, personnes de 15 à 64 ans



Note : Pour le Canada, les immigrés récents comprennent uniquement ceux disposant d'un statut de résident permanent. Pour les États-Unis, les immigrés récents sont les personnes nées à l'étranger entrées après 2008.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

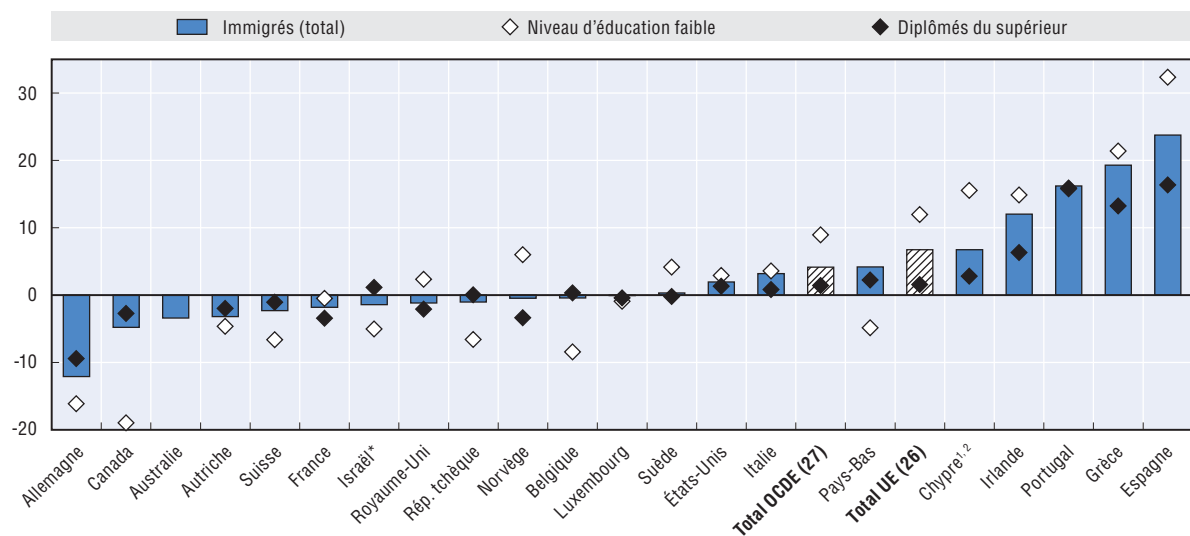
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquête européenne sur les forces de travail (EFT-UE 2012-13) ; États-Unis : Current Population Survey (CPS 2012-13) ; Enquêtes canadienne et australienne sur la population active (2012-13) ; Household Labour Force Survey, Statistics New Zealand (2012-13) ; Enquête israélienne sur la population active (2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316715>

Graphique 5.A1.7. Évolution du taux de chômage entre 2007 et 2012 des immigrés en âge de travailler arrivés entre 2003 et 2007, selon le niveau d'éducation, non compris les personnes scolarisées

Points de pourcentage, personnes de 15 à 64 ans



Note : Aux États-Unis, la situation en 2007 des immigrés arrivés de 2002 à 2007 est comparée à la situation en 2012 des immigrés arrivés entre 2003 et 2007. Les données pour les États-Unis incluent les personnes toujours scolarisées de plus de 24 ans.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

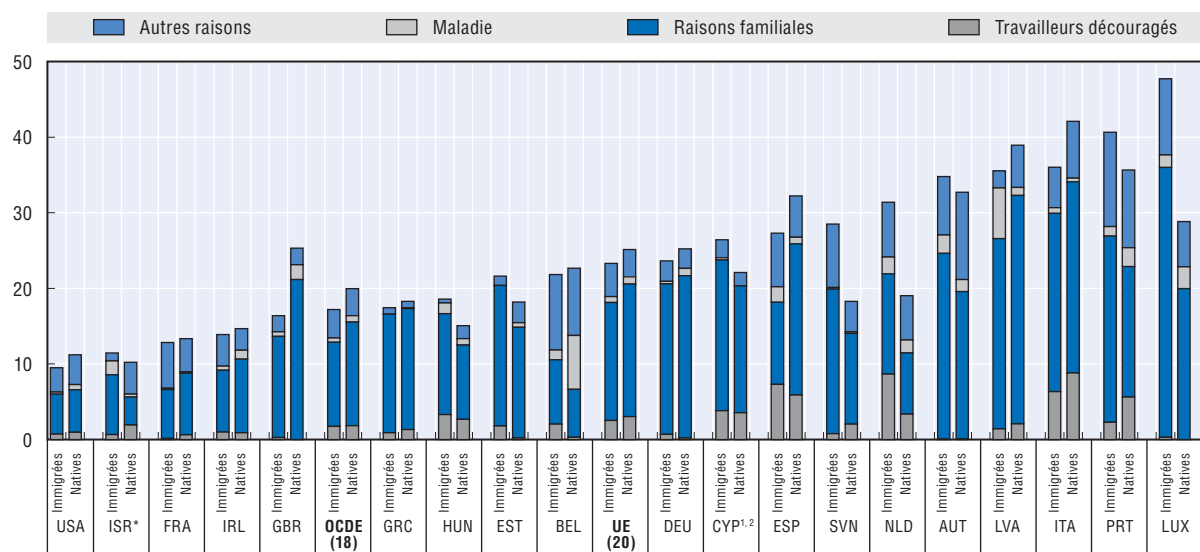
1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EU LFS 2007 et 2012) ; US Current Population Surveys (CPS 2007 et 2012) ; Australian Survey of Education and Work (2007 et 2013) ; Enquêtes sur les forces de travail d'Israël (2007 et 2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932316729>

Graphique 5.A1.8. Pourcentage de femmes inactives ayant un enfant de moins de 6 ans et souhaitant travailler selon la raison de l'inactivité, immigrées et natives de 15 à 64 ans, 2012

Pourcentage de la population inactives



Note : Enfant résidant dans le logement. Aux États-Unis, seuls les enfants des personnes de référence résidant dans le logement sont inclus.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS 2012) ; d'Israël (2011) ; US Current Population Surveys (2012).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933216734>

Tableau 5.A1.2. Taux de chômage des immigrés de 15 à 64 ans par sexe, 2006-07 et 2012-13
 Pourcentage de la population d'âge actif et différences avec les personnes nées dans le pays en points de pourcentage


	Total				Hommes				Femmes			
	Taux de chômage		Différence (+/-) avec les personnes nées dans le pays		Taux de chômage		Différence (+/-) avec les personnes nées dans le pays		Taux de chômage		Différence (+/-) avec les personnes nées dans le pays	
	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13	2006-07	2012-13
Allemagne	15.5	8.5	+7.0	+3.6	15.9	8.7	+7.4	+3.6	15.0	8.2	+6.3	+3.6
Australie	5.0	5.7	+0.6	+0.2	4.6	5.5	+0.4	-0.1	5.6	6.0	+0.9	+0.7
Autriche	9.4	8.8	+5.7	+5.0	9.1	9.2	+5.9	+5.4	9.7	8.3	+5.5	+4.5
Belgique	16.8	17.1	+10.1	+10.7	15.8	17.9	+9.9	+11.5	18.3	16.0	+10.5	+9.6
Canada	7.1	8.4	+1.1	+1.5	6.6	8.2	+0.2	+0.7	7.6	8.6	+2.2	+2.4
Chili	5.4	5.9	-2.3	-2.2	2.5	3.9	-3.7	-2.8	8.4	7.7	-1.5	-2.2
Chypre ^{1, 2}	5.7	14.9	+1.7	+1.1	6.0	17.9	+2.6	+4.0	5.5	12.7	+0.6	-0.9
Corée	..	4.1	..	+0.9	..	3.2	..	-0.1	..	5.7	..	+2.8
Croatie	12.8	21.8	+2.4	+5.4	11.3	24.3	+2.3	+7.7	14.8	18.9	+2.7	+2.6
Danemark	7.7	13.4	+4.1	+6.8	7.8	12.8	+4.7	+6.1	7.6	14.0	+3.5	+7.5
Espagne	11.5	35.3	+3.6	+11.6	9.4	37.0	+3.5	+14.0	14.1	33.6	+3.4	+9.0
Estonie	6.8	12.0	+1.6	+2.7	7.9	13.1	+2.2	+3.2	5.8	11.1	+1.1	+2.5
États-Unis	4.2	7.5	-0.7	-0.5	3.9	7.0	-1.1	-1.4	4.7	8.3	+0.0	+0.7
Finlande	15.1	14.5	+8.0	+6.8	13.2	14.5	+6.4	+6.0	17.1	14.6	+9.7	+7.6
France	14.0	15.9	+6.2	+6.9	12.7	15.7	+5.6	+6.6	15.5	16.3	+7.1	+7.2
Grèce	9.0	35.7	+0.3	+10.9	5.1	35.7	-0.5	+14.2	14.5	35.7	+1.3	+6.5
Hongrie	5.7	9.5	-1.8	-1.2	3.4	8.5	-3.9	-2.3	8.2	10.5	+0.4	+0.1
Irlande	6.3	16.4	+2.1	+2.8	6.4	17.9	+1.9	+1.4	6.2	14.6	+2.4	+4.6
Islande	2.8	9.1	+0.2	+3.7	2.5	9.1	+0.1	+3.3	3.1	9.1	+0.4	+4.0
Israël*	6.6	5.1	-1.9	-1.0	6.1	5.5	-1.6	-0.3	7.0	4.6	-2.2	-1.6
Italie	8.2	15.3	+1.8	+4.3	5.5	14.2	+0.2	+3.8	11.9	16.7	+3.8	+4.8
Japon	..	8.3	..	+1.9	..	8.9	..	+1.5	..	7.8	..	+2.6
Lettonie	6.3	15.9	-0.2	+2.5	5.0	15.8	-2.3	+1.3	7.6	16.0	+1.8	+3.6
Lituanie	7.1	12.3	+2.1	-0.5	6.3	11.5	+1.2	-3.0	7.9	13.1	+3.1	+1.9
Luxembourg	5.5	6.9	+2.1	+3.0	4.5	5.9	+1.7	+1.9	6.9	8.2	+2.6	+4.3
Malte	7.8	9.6	+1.2	+3.2	7.0	10.3	+1.0	+4.3	9.2	8.4	+1.2	+1.6
Mexique	6.2	7.4	+2.4	+2.3	4.1	8.0	+0.5	+2.9	10.7	6.4	+6.5	+1.3
Norvège	7.6	7.7	+5.1	+5.2	8.4	7.6	+5.9	+4.8	6.7	7.7	+4.2	+5.6
Nouvelle-Zélande	4.5	7.2	+0.9	+0.2	3.8	6.6	+0.3	+0.0	5.3	7.8	+1.5	+0.4
Pays-Bas	7.8	11.6	+4.8	+6.3	7.4	11.8	+4.8	+6.3	8.3	11.4	+4.9	+6.4
Pologne	8.2	9.8	-3.7	-0.5	8.6	4.7	-2.5	-5.0	7.5	16.9	-5.3	+5.8
Portugal	9.7	20.6	+1.5	+4.3	7.7	21.3	+0.8	+4.9	11.7	20.0	+2.1	+3.7
République slovaque	10.7	11.1	-1.6	-3.0	8.9	12.7	-2.2	-1.1	13.0	9.3	-0.7	-5.3
République tchèque	10.2	8.6	+4.0	+1.6	8.0	7.3	+3.0	+1.3	13.1	10.4	+5.4	+2.2
Royaume-Uni	7.6	9.0	+2.6	+1.4	7.2	8.1	+1.6	-0.2	8.2	10.1	+3.7	+3.2
Slovénie	6.4	13.2	+1.0	+3.9	4.8	9.7	+0.3	+0.7	8.4	18.1	+1.8	+8.5
Suède	12.7	16.2	+7.0	+9.7	12.6	16.9	+7.1	+10.3	12.7	15.4	+6.8	+9.1
Suisse	7.5	7.4	+4.8	+4.3	6.3	6.8	+4.1	+3.6	9.0	8.1	+5.8	+5.0
Turquie	..	11.1	..	+2.5	..	10.5	..	+2.6	..	12.0	..	+1.8
Total UE (28)	11.5	15.9	+4.2	+5.8	10.6	15.7	+3.8	+5.6	12.7	16.0	+4.6	+5.9
Total OCDE (31)	7.5	11.1	+1.5	+2.6	6.8	10.7	+1.1	+2.1	8.5	11.6	+2.0	+3.1

Note : Pour la Corée et le Japon, population selon le critère de la nationalité (étrangers/nationaux) au lieu du critère de pays de naissance. Population de 15-59 ans pour la Corée. Le Japon, la Corée et la Turquie ne sont pas incluses dans la moyenne OCDE pour 2012-13.

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

1, 2 : Voir les notes pour Chypre dans la section « Notes des tableaux et graphiques ».

Source : Enquêtes sur les forces de travail de l'Union européenne (EU LFS 2006-07 et 2012-13) ; US Current Population Survey (CPS 2006-07 et 2012-13) ; enquêtes sur le forces de travail de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande (2006-07 et 2012-13) ; enquêtes sur le forces de travail d'Israël (2006-07 et 2011) ; Chili : Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional (CASEN 2006 et 2011) ; Mexique : Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo (ENOE 2007 et 2012) ; Recensement japonais de la population 2010 ; enquêtes sur le forces étrangers de travail de la Corée (2012-13) pour les étrangers et Economically Active Population Survey (EAPS 2012-13) pour les nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932316761>



Extrait de :

Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Résultats des immigrés sur le marché du travail », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.